



## Document technique externe

### Identification

A.PGC.0SOC.24.0001 C

**Nom du FDR**  
**FDR Name :** Laboratoire souterrain

**Diffusion \* :** limité

Émetteur/Originator	Date d'origine Original date :	Page
Socotec construction	23/01/2025	1/51

## CENTRE DE MEUSE / HAUTE MARNE

### PLAN GENERAL DE COORDINATION

### Travaux dans le laboratoire et ses installations.

**Documents associés/Associated documents :**

Document répondant au cahier des charges mais dont le contenu traduit le point de vue du prestataire et n'engage que ce dernier.  
*This report concerns a study which was conducted for Andra. The conclusions and viewpoints presented in the report are those of the authors and do not necessarily coincide with those of the client.*

Observations éventuelles du prescripteur :

Titulaire/Supplier



N° du marché :

Andra contract or order number :

Référence du titulaire  
Supplier's identification

Visa Andra pour diffusion  
OK Andra for distribution

Nom/Name : LEROY.J  
Visa/Signature :

\* CE DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ DE L'ANDRA ET NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU COMMUNIQUÉ QUE SUIVANT LA MENTION INDICUÉE CI-DESSUS EN DIFFUSION  
Communicable : document pouvant être diffusé à tout public  
Limitée : document pouvant être diffusé à tout le personnel Andra ainsi qu'au public averti  
Andra : document pouvant être diffusé au seul personnel Andra  
Confidentielle : document dont la diffusion est interdite à d'autres destinataires que ceux indiqués sur le document

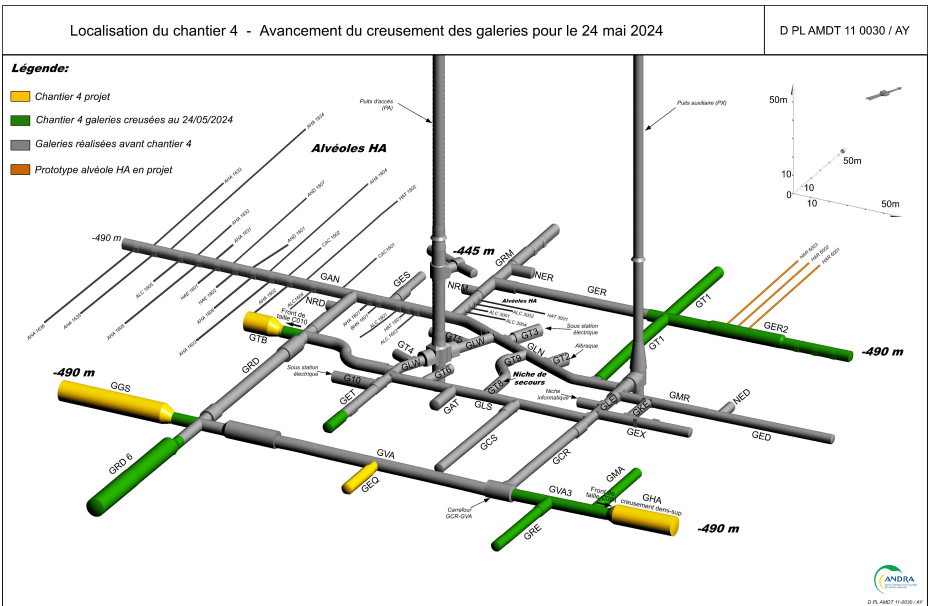
Ind. Ind	Date Date	Nom/visa du rédacteur Written by <sup>(1)</sup>	Nom/visa vérificateur Reviewed by <sup>(1)</sup>	Nom/visa approbateur Approved by <sup>(1)</sup>
C	23/01/2025	P. CHAMPS 	J. CARDOSO 	P. CHAMPS 

(1) Name and Signature





Plan Général de Coordination  
en matière de Sécurité et de Protection de la Santé  
Mission CSPS



Indice	Date	Modifications	Rédaction
2	23/01/2025	PGC du 23/01/2025 Commentaire : Modifications réalisées : WSPBG ANTEA apparait comme Moe Modification des paragraphes: 2.1.1/3.1.1/3.2.2/3.2.12/3.2.15/3.2.16/3.4.8/3.5. 1/3.5.3/3.5.4/3.5.5/3.6.1/3.6.5/4.1.1/4.1.2 Mise à jour des annexes	Philippe CHAMPS
1	12/09/2024	PGC indice 1 du 12/09/2024	Philippe CHAMPS
0	20/06/2024	PGC indice 0 du 20/06/2024	Philippe CHAMPS

# SOMMAIRE

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

### 1.1. Liste des intervenants

#### 1.1.1. Liste des intervenants

### 1.2. Liste des lots

#### 1.2.1. Liste des lots

### 1.3. Etat d'avancement de l'affaire

#### 1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

### 1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

#### 1.4.1. Description générale de l'opération

#### 1.4.2. Informations complémentaires

### 1.5. Contexte réglementaire.

#### 1.5.1. Contexte réglementaire de l'opération

### 1.6. Objet et fonctions du Laboratoire de recherche souterrain

#### 1.6.1. Objet et fonctions du laboratoire

### 1.7. Description générale du Laboratoire

#### 1.7.1. Description générale du laboratoire

### 1.8. Installations de surface

#### 1.8.1. Installations de surface

### 1.9. Puits

#### 1.9.1. Puits

### 1.10. Installations souterraines

#### 1.10.1. Installations souterraines

### 1.11. Galeries

#### 1.11.1. Galeries

### 1.12. Poste de Conduite Central

#### 1.12.1. PCC

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Réseaux existants

#### 2.1.1. Réseaux enterrés

#### 2.1.2. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

## 3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

### 3.1. Mise en commun des moyens

#### 3.1.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

#### 3.1.2. Branchement en eau

#### 3.1.3. Branchement en électricité

#### 3.1.4. Branchement d'assainissement

### 3.2. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

#### 3.2.1. Plan d'installation de chantier

#### 3.2.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation

#### 3.2.3. Clôture de chantier intérieure et signalisation

#### 3.2.4. Identification du personnel

#### 3.2.5. Visites de chantier par des tiers.

#### 3.2.6. Signalisation de prescription - Panonceau "Port des EPI obligatoire"

#### 3.2.7. Signalisation d'orientation

#### 3.2.8. Signalisation de danger - Autres

#### 3.2.9. Base vie - Modalités d'organisation

#### 3.2.10. Base vie - Installations complémentaires

#### 3.2.11. Base vie - Entretien des installations

#### 3.2.12. Sécurité incendie des installations

#### 3.2.13. Installations de distribution électrique

3.2.14. Vérification réglementaire des installations électriques

3.2.15. Entretien des installations électriques

3.2.16. Points d'eau et d'évacuation

### **3.3. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier**

3.3.1. Planification et organisation des livraisons

3.3.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

### **3.4. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales**

3.4.1. Circulation sur le carreau des puits

3.4.2. Circulation dans les galeries des installations souterraines

3.4.3. Stationnement des véhicules

3.4.4. Accès sur le carreau et au fond

3.4.5. Accès sur le carreau des puits

3.4.6. Accès dans les tours des puits

3.4.7. Accès dans le local ventilation

3.4.8. Accès des intervenants dans les installations souterraines

### **3.5. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets**

3.5.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

3.5.2. Bennes à déchets

3.5.3. Acheminement des déchets vers les bennes

3.5.4. Nettoyage et évacuation des déchets

3.5.5. Evacuation des matières dangereuses

### **3.6. Mise en commun des moyens - Organisation des secours**

3.6.1. Moyen d'alerte des secours

3.6.2. Consignes de sécurité

3.6.3. Sauveteurs secouristes du travail

3.6.4. Centre de secours

3.6.5. Matériel de secours

## **4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS**

### **4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers**

4.1.1. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

4.1.2. Travaux de puits, de terrassements souterrains

4.1.3. Travaux en hauteur

4.1.4. Prévention du risque incendie

## **5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS**

### **5.1. Modalités de coopération**

5.1.1. Plan Général de Coordination

5.1.2. Désignation des entreprises

5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

5.1.4. Travailleurs indépendants et locataires-Prestataires

5.1.5. Présence de personnel étranger

5.1.6. Inspection Commune

5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé

5.1.8. Rôle du coordonnateur

5.1.9. Registre journal

5.1.10. Définition des personnes autorisées

## **6. COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **6.1. Projet de règlement**

6.1.1. Adresse de l'opération

6.1.2. Constitution et durée

6.1.3. Missions

6.1.4. Responsabilités

6.1.5. Composition

6.1.6. Attributions

6.1.7. Adoption des décisions

6.1.8. Convocation aux réunions

6.1.9. Première réunion

6.1.10. Réunions plénières

- 6.1.11. Réunions Extraordinaires
- 6.1.12. Application des décisions
- 6.1.13. Ressources
- 6.1.14. Gestion
- 6.1.15. Procédure de Règlement des difficultés

## **7 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS**

## **8 ANNEXES**

- 8.1 Protocole de sécurité.pdf**
- 8.2 consigne en cas d'accident corporel hors installations souterraines.pdf**
- 8.3 sécurité incendie hors installations souterraines.pdf**
- 8.4 fiche alerte fond.pdf**
- 8.5 alerte surface.pdf**
- 8.6 Plan des galeries.jpeg**

# 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

## 1.1. Liste des intervenants

Maître d'ouvrage	AGENCE NATIONALE DE GESTION DES DECHETS RADIOACTIFS	Route départementale 960 55290 BURE
Assistant maître d'ouvrage	ANTEA	ZAC du Moulin 803, boulevard Duhamel du Monceau CS 30602 45166 OLIVET CEDEX
Maître d'oeuvre	SETEC	Immeuble central Seine 42-52 quai de la rapée 75000 PARIS
Maître d'oeuvre	ANTEAGROUP-WSP/BG	803 Boulevard Duhamel du Monceau 445160 OLIVET
Coordonnateur de référence	SOCOTEC TROYES	RUE RAYMOND POINT CARRE 10000 TROYES
Inspection du travail	DDETSP	11, rue Jeanne d'Arc CS 50612 55013 BAR LE DUC
CARSAT ou CRAMIF	CARSAT	81-83-85 Rue de Metz 54000 NANCY
OPPBTP	OPPBTP	71, rue Cinq Piquets, 54000 NANCY
Coordonnateur SPS suppléant	SOCOTEC TROYES	RUE RAYMOND POINT CARRE 10000 TROYES
Intervenant MOA	ANDRA PPR ( HSE)	RD 960 55290 BURE
Conducteur des opérations	ANDRA MMG ( Moyens généraux)	RD 960 55920 BURE
Conducteur des opérations	ANDRA CET (Conception étude et travaux)	RD 960 55290 BURE
Conducteur des opérations	ANDRA DISTEC (Scientifique)	RD 960 55290 BURE
Conducteur des opérations	ANDRA QED ( qualité-environnement)	RD960 55290 BURE
Conducteur des opérations	ANDRA CROS (Creusement ouvrages souterrains)	RD 960 55290 BURE

## 1.2. Liste des lots

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
1 - Réalisation des galeries	EIFFAGE GENIE CIVIL ( Titulaire )	Rhone alpes auvergne Est RD 960 55290 BURE	Email : pascal.gourgues@eiffage.com



N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
	TERRASOL ( Sous-traitant )	42-52 QUAI DE LA RAPEE 75583 PARIS CEDEX 2	Email : valerie.bernhardt@terrasol.com
	LGL ETANCHEITE ( Sous-traitant )	10B Avenue du 11 Novembre 1918 69200 VENISSIEUX	Email : b.letat@lesresineurs.fr
	DSD FIROC ( Sous-traitant )	44, ROUTE DE CORBAS BATIMENT C 69200 VENISSIEUX	Tél : 04 72 66 36 37 Email : thibault.suarez@dsd-firoc.com
2 - Courant Faible – Courant Fort	FRED ELEC ( Titulaire )	4 rue du petit pont 55130 GONDRECOURT	Email : fred- elec55@orange.fr
	SPIE ( Titulaire )	rue du jardin d'Ecosse 57530 ARS LAQUENEXY	Email : thibaut.nemurat@spie.com
	ERTEC ( Titulaire )	11 rue de la Fontaine 55000 LONGEVILLE EN BARROIS	Tél : 03 29 46 40 40 Email : jl.obara@societe- ertec.com
	AXIANS ( Sous-traitant )	8 rue es Feivres 57000 METZ	Email : ludovic.bannwarth@axians.com
	SCEE ( Sous-traitant )	7 RUE DES MACECLIERS 51100 REIMS	Email : jean- baptiste.rollin@citeos.com
	PARISOT PROJET ( Co-traitant )	Parc PLEIN EST Route de Paris BP 2114 52904 CHAUMONT	Email : daniel.andriot@parisot- elec.fr
	ACTEMIUM ELECTRO INDUSTRIE ( Co-traitant )	2, Rue Bonnor 52115 SAINT DIZIER CEDEX	Email : arnaud.gluskowski@actemiu m.com
3 - Ventilation	CFT FRANCE ( Titulaire )	3rue des RANCY 69003 LYON	Email : info@cftfrance.fr
4 - Détection - Asservissement incendie	DEF FRANCE ( Titulaire )	3 rue thomas Edison 57070 METZ	Email : lucas.friant@def- online.com
5 - Gestion déchets	CHIMIREC ( Titulaire )	ZI la Haie Sorette 54450 DOMJEVIN	Email : jguilloteau@chimirec.fr
6 - Réseaux	Entela ( Titulaire )	5 rue des cigognes 67960 ENTZHEIM	Email : bruno.bauer@entela.fr
	EIFFAGE ENERGIE SYSTEME ( Titulaire )	117 Rue du Landy 93200 SAINT DENIS	Email : contact.nancy.energie@eiffa ge.com
7 - Exploitation ANDRA	ANDRA ECI ( Titulaire )	RD 960 55290 BURE	Email : vincent.toussaint@andra.fr
8 - Maintenance des installations	STPP ( Titulaire )	5 rue de Verdun 55130 Gondrecourt le château	Email : contact@stpp- poirof.fr
	SARL DES BARBENCONS ( Titulaire )	11 rue de la mairie 52230 gillaumé	Email : fontaine.gillaume@wanadoo .fr

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
	GE2I ( Titulaire )	CMHM 55290 BURE	Email : alexandre.ackerer@altraden del.com
	Legrand Energies Solutions ( Titulaire )	ZAC Pierre Maurel 83480 Puget sur Argens	Email : contact@legrandenergiessol utions.fr
	DAVINROY ( Titulaire )	6 route de lorraine 52230 GERMAY	Email : davinroy.martial@laposte.ne t
	HD ONLINE ( Titulaire )	9 rue Eugène Vallin 54000 NANCY	Email : contact@hdonline.fr
	FRANCE INJECTION SERVICE ( Titulaire )	23 rue de Bretagne 95005 CERGY PONTOISE	Email : contact.paris@france- injection-service.fr
	SOPREMA ( Titulaire )	34 Rue Robert Schuman 54716 LUDRES	Email : mprive@soprema.fr
	MANUTONE ( Sous-traitant )	zone artisanale du Vermois 54210 Ville en Vermois	Email : cedric.vilmont@manutone.fr
	EKIUM ( Sous-traitant )	ZAC du Chêne 5 allée des Droits de l'Homme 69673 BRON CEDEX	Tél : 06 13 49 06 85 Email : bruno.antoniotti@ekium.eu
	DEP Engineering ( Sous-traitant )	38400 SAINT MARTIN d'Hères	Email : lbard.dep@orange.fr
	A2A ( Sous-traitant )	10? rue Pierre SALMON 51430 BEZANNES	Email : a.berg@a2a- ascenceurs.fr
	LUDI LUGE ( Sous-traitant )	38250 VILLARD DE LANS	Email : nico.bertrand@neuf.fr
	SDMO Industrie (KOHLER) ( Sous-traitant )	7, rue des Charpentiers 57000 METZ	Email : benoit.cuheval@kohler.com
	ACTEMIUM ( Sous-traitant )	7 rue Charles Jully 57490 CARLING	Email : christophe.foret@actemium. com
9 - Réseau radio	AXIANS ( Titulaire )	9 Rue Valentin Bousch, 57070 Metz	Email : ludovic.bannwarth@axians.c om
10 - Creusement des alvéoles	BESSAC ( Titulaire )	ZI de la pointe 31790 Saint Jory	Email : olivier.laborde@bessac.com
11 - Travaux sur les verses	CHARDOT TP ( Titulaire )	4 rue des Roises 55200 COMMERCY	Tél : 06 61 68 00 30 Email : jeremychardot@chardot- tp.com
12 - Vérification d'installations électrique	NONNENMACHER ( Titulaire )	5 rue du Général de Gaulle 55000 Ligny en Barrois	Email : j.warin@alphacadet.fr

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
13 - Mise en place de capteurs et campagne de mesures	SIXENSE MONITORING ( Titulaire )	21 rue du port 92022 NANTERRE	Email : anthony.breal@sixense-group.com
	SILIXA ( Titulaire )	230Centennial Park WD 6 3 EISTREE HERTFORDSHIRE ( UK)	Email : jason.clark@silixa.com
	UBY ( Titulaire )	6 rue Troyon 92310 SEVRES	Email : selkahlaoui@uby-group.com
	BRGM ( Titulaire )	3 AVENUE CLUDA GUILLEMIN 45060 ORLEANS	Tél : 02 38643434 Email : jc.gourry@brgm.fr
14 - Installation Expérimentation Scientifique	SOLEXPERTS FRANCE ( Titulaire )	10 Allée de la foret de la reine 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Email : florian.brehin@solexperts.fr
	ECOLE DES MINES ( Titulaire )	CAMPUS ARTEM 54000 NANCY	Email : loick.briot@mines-nancy.univ-lorraine.fr
	CEA Saclay ( Titulaire )	Route 306 Rd36 91400 Saclay	Email : romain.dagnelie@cea.fr
	CEA LISL ( Titulaire )	306 RD36 91191 GIF sur YVETTE	Email : kevin.douchet@cea.fr
	NIMBLBOT ( Titulaire )	Parc d'activité PAOLA – ZA du Courneau-7, avenue de Guitayne 33610 CANEJAN	Email : alassalle@nimbl-bot.com
	APAVE ( Titulaire )	2 rue des mouettes 76130 MONT SAINT AIGNAN	Email : julien.leherpeur@apave.com
	UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL ( Titulaire )	ALLEE DES PONTS ET CHAUSSEES 44344 BOUGUENAIS Cedex	Email : maximilien.lehuteur@univ-eiffel.fr
	EGIS structure et environnement ( Titulaire )	3 rue du docteur SCHWEITZER 38180 SEYSSINS	Email : pierre.teixiera@egis-group.com
	Neubrex infra AG ( )	BADSTRASSE 4 5400 BADEN SWITZERLAND	Email : guzik@neubrex.com
15 - Contrôle TQC armoires électriques	SODEREL ( Titulaire )	91 Rue Jean Jaurès 54550 Pont-Saint-Vincent	Email : f.bientz@soderel.com
16 - Mesures de Convergence	GINGER CEBTP ( Titulaire )	RD 960 55290 BURE	Email : a.membre@groupeginger.com
	BRES PIERRE YVES ( Sous-traitant )	40 rue pierre Termier 38760 VARCES	Email : brespierreyves@gmail.com
	GUTHMANN FAUSTINE ( Sous-traitant )	27 bld Emile ZOLA 54001 LAXOU	Email : faustine.guthmann@gmail.com
17 - encadrement des visites	EXIRYS ( Titulaire )	70 Rue de Ponthieu, 75008 Paris	Email : jean-francois.giroud@exirys.com

N°- Lot attribué	Entreprise	Adresse	Contact
18 - SCAN	FUGRO GEOID ( Titulaire )	115 Avenue de la Capelado 34160 CASTRIE	Email : o.mio@fugro.com
	GUTHMANN FAUSTINE ( Sous-traitant )	27 bld Emile ZOLA 54001 LAXOU	Email : faustine.guthmann@gmail.com
19 - Forage	GEOSONIC ( Titulaire )	91 Route de Bedarier 38200 JARDIN	Email : cbeaujean@geosonicfrance.fr
	BRISSET VEYRIER MESURES ( Sous-traitant )	24 rue du 9 mars 1962 87350 PANAZOL	Email : contact@bv-mesures.fr
20 - Signalisation	LORRAINE MARQUAGE SIGNALISATION ( Titulaire )	2, grande rue 55130 Demange-baudignécourt	Tél : 0631493729 Email : dmathieu-lms@orange.fr
21 - maintenance des sondes chauffantes – Maintenance des équipements scientifiques	ANDRA DISTEC Maintenance SAGD ( Titulaire )	RD 960 55290 BURE	Email : patrick.delage@andra.fr
	AMBERG INFRASTRUCTURAS,SA ( Titulaire )	Avda de la industria 37-39 E28108 MADRID Espagne	Email : maria.rey@amphos21.com
	AMPHOS 21 CONSULTING SL ( Sous-traitant )	C/Venezuela 103 2° étage E-08019 BARCELONE Espagne	Email : maria.rey@amphos21.com
22 - Filtrage, gardiennage – nettoyage des locaux	ONET SECURITE ( Titulaire )	RD 960 55290 BURE	Email : main.chefdesite@andra.fr
	EPR Protection ( Titulaire )	39 rue Edouard Vaillant 94140 ALFORTVILLE	Email : g.gacic@epr-protection.fr
	GSF ARIANE ( Titulaire )	2 rue Pierre et Marie Curie 54320 MAXEVILLE	Email : aljonniaux@gsf.fr

### 1.3. Etat d'avancement de l'affaire

#### 1.3.1. Etat d'avancement de l'affaire lors de l'élaboration

Le plan général de coordination établi par SOCOTEC, indice 0, est élaboré après démarrage du chantier et dans la continuité des travaux se déroulant depuis 1991. Ce PGC fait suite au changement de personne morale et de personne physique dans la fonction CSPS.

L'indice actuel indice 2 résulte des différentes décisions concernant le port des EPI au fond et en surface .

### 1.4. Renseignements généraux concernant l'opération

#### 1.4.1. Description générale de l'opération

Les travaux en cours ou futurs dans les installations souterraines sont actuellement en phase de réalisation dite du « chantier 4 ». Le démarrage du chantier a commencé au mois d'avril 2019.

**En 2024, les opérations liées à ce chantier sont les suivantes. :**

- creusement et équipement de la galerie GHA(39)
- creusement et équipement de la galerie GGS (70)
- creusement et équipement de la galerie GTB (25)
- l'essai de remblai de la galerie GET2 (15m)
- l'essai de remblai de la galerie GMA
- l'essai de remblai de la galerie GRE
- la mise en place du revêtement rigide de la galerie GRD6 ;
- le creusement de la galerie GEQ (30 m).
  - Pose des revêtements en GMA avant remblai
  - Reconstitution des voussoirs en GRD4

**Les galeries sont réalisées en grande partie de la façon suivante :**

- Excavation/marinage ;
- Béton de confinement( ou de sécurisation) ;
- sécurisation de la galerie en cours de creusement (boulonnage radial, et tous les 6m une volée de boulons de front) ;
- pose du soutènement avec au préalable, excavation de la contre voute dans le cas d'une section pleine qui peut être de 2 types
- Cintres métalliques coulissants( il s'en suit le calage du cintre au terrain)
- Cales compressibles( avec pose de treillis soudés et béton sur cales)
- · soutènement par cintres, grillage ou treillis.

**1.4.2. Informations complémentaires**

L'ensemble du Laboratoire dans sa configuration actuelle est constitué de 3 unités :

- les installations de surface ;
- deux puits de liaison entre la surface et les installations souterraines ;
- les installations souterraines

**1.5. Contexte réglementaire.**

**1.5.1. Contexte réglementaire de l'opération**

Dans le cadre de la loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991, l'Andra a réalisé la construction d'un Laboratoire de recherche souterrain, situé dans le département de la Meuse, sur la commune de Bure, dans lequel sont mises en œuvre des expérimentations à caractère scientifique et technologique.

Ces expérimentations ont pour but l'étude des possibilités de stockage de déchets radioactifs en formation géologique profonde.

Un Décret pris en Conseil d'Etat le 3 août 1999 a autorisé l'installation et l'exploitation du Laboratoire. L'autorisation accordée à l'Andra d'installer et d'exploiter un Laboratoire souterrain a été prolongée jusqu'en 2030.

## **1.6. Objet et fonctions du Laboratoire de recherche souterrain**

### **1.6.1. Objet et fonctions du laboratoire**

Le Laboratoire est un outil de recherche implanté dans la couche d'argilite à étudier, du Callovo--Oxfordien

L'essentiel des installations souterraines consiste en deux puits et un ensemble de galeries creusées dans cette formation.

**Les objectifs des investigations conduites dans les installations souterraines sont les suivants :**

- vérifier la constructibilité et les possibilités de réversibilité d'un éventuel stockage dans la formation du Callovo-Oxfordien ;
- confirmer que la portée des perturbations engendrées par un éventuel stockage dans cette formation est limitée ;
- confirmer les propriétés de confinement de cette formation ;
- vérifier son homogénéité géologique ;
- vérifier la capacité à sceller les ouvrages.

**Ces investigations comportent :**

- des observations géologiques et des mesures réalisées au fur et à mesure de l'avancement du creusement des ouvrages souterrains ;
- des prélèvements d'échantillons géologiques ;
- des expérimentations en forages, en puits et dans des tronçons de galeries ;
- des essais pour vérifier l'adéquation des procédés de creusement et de soutènement de cavités avec un concept de stockage réversible ;
- la mise en place de réseaux et de capteurs pour la surveillance des ouvrages ;
- des essais éventuels de mise en place et de retrait de colis factices et de matériaux

## **1.7. Description générale du Laboratoire**

### **1.7.1. Description générale du laboratoire**

L'ensemble du Laboratoire dans sa configuration actuelle est constitué de 3 unités (Figure 1):

- les installations de surface ;
- deux puits de liaison entre la surface et les installations souterraines ;
- les installations souterraines

## **1.8. Installations de surface**

### **1.8.1. Installations de surface**

**Les installations dans le périmètre du carreau de fonçage**

L'activité sur le carreau est intimement liée à l'activité souterraine. Le carreau comprend des installations nécessaires au bon déroulement du chantier de travaux souterrains :

- les deux tours de puits, TE1 et TE2, en tête, respectivement, du puits d'accès (PA) et du puits auxiliaire (PX). Elles abritent les moyens logistiques pour acheminer le personnel et le matériel entre la surface et les galeries souterraines à 490 m de profondeur ;
- des aires de stockage de matériel ;
- une zone de stockage de produits dangereux (huile, carburant) ;
- des bâtiments abritant des malaxeurs de béton ;
- des réserves d'eau avec leurs sur presseurs (IS9/IS10) ;
- un poste de distribution électrique (PS2) ;
- un local groupe électrogène ;
- des ateliers, des hangars ;
- un magasin ;
- un bâtiment nommé « l'Eclipse » accueillant les principales entreprises extérieures liées au projet. Ce bâtiment abrite également le réfectoire ainsi que la zone sanitaire (douches, vestiaires) du chantier ;
- une zone de collecte et de stockage temporaire des déchets de chantier ;
- des bassins d'exhaure, une station d'acidification ;
- les verses où sont stockés les matériaux issus du forçage des puits ainsi que du creusement des galeries.

### **Les installations en dehors du carreau de forçage**

**Elles comprennent :**

- des bâtiments de bureaux (B1, SC1, B2, C, D), un espace de restauration (SE2), un bâtiment d'accueil du public à statut d'ERP (IS1) ;
- des bâtiments à vocation scientifique comprenant une carothèque (SC2) avec ses laboratoires géologiques pour l'étude et le conditionnement des échantillons géologiques prélevés dans les installations souterraines, une halle de montage et d'essai (TE3) pour le matériel d'expérimentation destiné aux travaux scientifiques dans les galeries souterraines ;
- des installations de type industriel, comme des magasins et ateliers (TE4, TE5, TE6), un bâtiment « lampisterie » (TE7) contrôlant, entre autres, les mouvements de personnel et de matériel entre la surface et le fond ;
- des voiries, des bassins d'orage, des réserves d'eau avec leurs sur presseurs (IS8), des postes de distribution électrique (IS7) ;
- la plate-forme EST210 où se trouve la caserne de la gendarmerie mobile.

## **1.9. Puits**

### **1.9.1. Puits**

Les deux puits, d'environ 500 m de profondeur, assurent la liaison avec les installations souterraines du Laboratoire :

- **le puits d'accès (PA), de 5 m de diamètre**, permet l'accès au fond des personnes et du matériel, l'extraction des matériaux et il assure l'entrée d'air pour la ventilation ;

Le puits d'accès est équipé de **trois systèmes de translation** :

- **un ascenseur avec cabine (principale) de 14 places** guidé par deux tubes rigides et actionné par un treuil de 217 kW installé sur le plancher supérieur du chevalement. Un plateau de service stationné dans le bouniou du puits peut être accroché sous la cabine d'ascenseur principal pour réaliser des travaux d'entretien en puits. Lorsque le plateau de service est mis en place sous l'ascenseur du puits PA, ce puits ne peut être utilisé pour l'évacuation ;
- **un ascenseur avec cabine (de secours) de 8 places** guidée par deux tubes rigides et actionné par un treuil de 146 kW installé sur le plancher supérieur du chevalement ;
- **un système de transport avec cage** pour les déblais, les matériels et les matériaux, actionné par un treuil de 675 kW installé sur le plancher supérieur du chevalement. Il est aussi guidé par deux tubes rigides. La charge utile de la cage est de 50 kN. A titre exceptionnel, ce matériel peut également être utilisé pour évacuer l'ensemble du personnel présent dans les installations ou transporter un blessé médicalisé dans des conditions acceptables
- **le puits auxiliaire (PX), de 4 m de diamètre**, assure la sortie d'air et constitue également une issue de secours pour les personnes

Le puits auxiliaire est équipé de trois systèmes de translation :

- **un ascenseur avec cabine (principale) de 14 places** guidé par deux tubes rigides et actionné par un treuil de 132 kW installé sur le plancher supérieur du chevalement. Comme pour le puits PA, un plateau de service stationné dans le bouniou du puits peut être accroché sous la cabine d'ascenseur principal pour réaliser des travaux d'entretien en puits. Lorsque le plateau de service est mis en place sous l'ascenseur du puits PX, ce puits ne peut être utilisé pour l'évacuation ;
- **un ascenseur avec cabine (de secours) de 8 places** guidé par deux tubes rigides et actionné par un treuil de 146 kW installé sur le plancher supérieur du chevalement ;
- **un système de transport pour charges exceptionnelles** encombrantes et/ou lourdes (mais inférieures à 100 kN), actionné par un treuil de 587 kW installé sur le sol de la recette jour. La charge est guidée par les deux tubes rigides de l'ascenseur principal.

## 1.10. Installations souterraines

### 1.10.1. Installations souterraines

Les installations souterraines sont constituées d'un ensemble de galeries localisées dans la couche du Callovo-Oxfordien avec un niveau principal situé à 490 m de profondeur et un niveau secondaire à 445 m de profondeur. Cet ensemble comporte, d'une part, des galeries affectées aux investigations scientifiques, et d'autre part, des galeries à caractère technique.

Les galeries réservées aux investigations scientifiques comprennent :

- une galerie d'expérimentations, accessible par le PA, située au niveau -445 m ; elle est constituée d'une galerie en T d'un linéaire d'environ 45 m ;
- un réseau de galeries situé au niveau principal -490 m, affecté aux expérimentations à poste fixe.

Les installations sont dimensionnées par la place requise pour les dispositifs de mesure, de contrôle, de traitement des données, et par les distances à respecter entre expérimentations pour qu'elles ne se perturbent pas entre elles.

Ce réseau du niveau principal est complété par des galeries à caractère technique (sous-stations électriques, albraque, niche informatique et niche courants faibles, etc.) et une galerie concourant à la sécurité du personnel (appelée niche de secours) qui permet de confiner en sécurité le personnel en cas d'incendie notamment. Ce refuge est situé dans les galeries GT8 et GT9.

## 1.11. Galeries

### 1.11.1. Galeries



## Galerie d'expérimentations à -445 m

Ce niveau est constitué d'une galerie de 45 m.

## Galleries du niveau -490 m

Ce niveau est constitué des ouvrages suivants :

- la galerie de liaison Sud avec le puits PA ;
- la galerie de liaison Nord avec le puits PA ;
- la niche informatique (GNI) proche de la première zone expérimentale ;
- le local « courants faibles » installé dans le prolongement de la niche informatique ;
- une niche de secours en position centrale dans le Laboratoire située dans les galeries GT8 et GT9 ;
- l'albrague (GT2) situé dans la galerie de liaison Nord à mi-chemin entre PA et PX ;
- la sous-station électrique (GT3), située dans la galerie de liaison Nord ;
- la sous-station électrique (G10) située dans la galerie GET ;
- la zone de transvasement du fuel, située à proximité du PX à l'entrée de la galerie GMR ;
- une niche à déblais (GT5) ;
- une salle de repos / sanitaires (GT6) ;
- une galerie atelier (GT4) ;
- une aire de chargement des batteries située au pied du puits PX ;
- des galeries destinées principalement à des usages techniques (GT7 – GAT) ;
- des galeries d'expérimentations GED – NED – GEX – GKE – GT1– GET- GRM – GAN- GCS – GCR– GES – GER – NER – NRD – NRM - GRD – GMA – GRE et GVA.

## 1.12. Poste de Conduite Central

### 1.12.1. PCC

Le Poste de Conduite Central (PCC), installé dans le bâtiment « Lampisterie », abrite les systèmes de supervision permettant de réaliser :

- la conduite des équipements de puits et de ventilation ;
- la supervision du fonctionnement des installations ;
- la surveillance des systèmes de sécurité, des équipements et moyens de détection ;
- la gestion des situations d'urgence.

## 2. SUJÉTIONS LIÉES À LA CONFIGURATION ET AUX CARACTÉRISTIQUES DU SITE

### 2.1. Réseaux existants

#### 2.1.1. Réseaux enterrés

Dispositions prévues	A la charge de
Présence de réseaux d'énergie circulant en galeries signalées par le maître d'ouvrage. Avant tout creusement au fond et en surface l'entreprise doit respecter la procédure du "permis fouille " propre à l'ANDRA	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état

#### 2.1.2. Habilitation Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux

Dispositions prévues	A la charge de
En présence de réseaux sur site, Trois catégories de personnes doivent disposer d'une AIPR : - "concepteur" : salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux. - profil "encadrant" : salarié de l'entreprise de travaux intervenant en préparation administrative et technique des travaux. Pour tout chantier de travaux, au moins un salarié de l'exécutant de travaux doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR «encadrant ». Cet encadrant doit être présent sur le chantier ou être en capacité de s'y rendre dans la demi-journée. - "opérateur" : salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant que conducteur d'engin.	2 - Courant Faible – Courant Fort 4 - Détection - Asservissement incendie

### 3. MESURES ET SUJÉTIONS GÉNÉRALES D'ORGANISATION ET DE COORDINATION ARRÊTÉES EN CONCERTATION AVEC LE MAÎTRE D'ŒUVRE

#### 3.1. Mise en commun des moyens

##### 3.1.1. Alimentations énergie, fluides et évacuation

Le maître d'ouvrage met à disposition les différentes sources d'énergie . Les entreprises doivent respecter les règles de l'art et en faire une utilisation en sécurité (protection électrique, estrope pour réseau air comprimé, etc.)

Dispositions prévues	A la charge de
Tous les réseaux et branchements sont opérationnels et alimentent aussi bien les installations du fond déjà en service que les installations du carreau servant de base vie aux entreprises.	Tous Corps d'état

##### 3.1.2. Branchement en eau

Dispositions prévues	A la charge de
Le branchement définitif par les concessionnaires a été réalisé. le MOA fourni l'eau aux entreprises	Tous Corps d'état Maître d'ouvrage

##### 3.1.3. Branchement en électricité

Dispositions prévues	A la charge de
Les branchements définitifs sont réalisés et le MOA fourni les énergies aux entreprises	Tous Corps d'état
Utilisation des points de raccordement en électricité présent sur site.	Tous Corps d'état

##### 3.1.4. Branchement d'assainissement

Dispositions prévues	A la charge de
Le raccordement définitif est réalisé et dessert les installations du carreau. les installations du fond sont des installations autonomes	Tous Corps d'état

#### 3.2. Mise en commun des moyens - Installations de chantier

##### 3.2.1. Plan d'installation de chantier

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Du fait des installations fixes construites sur le carreau, le PIC en surface correspond au plan de masse du carreau .Il existe également un plan de stockage sur le carreau disponible auprès d'ANDRA ECI.</p> <p>Les installations au fond sont répertoriées sur un plan évolutif fonction de l'avancement de creusement des galeries et disponible auprès de ANDRA ECI</p>	<p>Maître d'ouvrage</p> <p>Tous Corps d'état</p>

**3.2.2. Clôture de chantier extérieure et signalisation**

Dispositions prévues	A la charge de
Une clôture assure l'indépendance du chantier pendant toute la durée des travaux sur chacune des zones d'intervention. Elle est installée de manière pérenne et est de couleur BLANCHE délimitant par là même l'emprise du carreau et par obligation l'emprise du fond	Tous Corps d'état
Un portail sous contrôle d'accès via un badges est installé pour l'accès des véhicules de livraison ou atelier uniquement. L'accès piéton se fait par un portillon indépendant du portail d'entrée des véhicules et <b>soumis à autorisation d'accès et lecteur de badge</b>	Tous Corps d'état

**3.2.3. Clôture de chantier intérieure et signalisation**

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de travaux mitoyennes avec les galeries en activité seront isolées par des barrières interdisant l'accès des personnels sur la zone de travaux sans autorisation du chef de poste de l'entreprise responsable des travaux.	Tous Corps d'état

**3.2.4. Identification du personnel**

Dispositions prévues	A la charge de
<p>En application des dispositions réglementaires, tout salarié des entreprises titulaires et sous-traitantes, amené à travailler sur le chantier, quelle que soit la nature et/ou la durée de son contrat, devra être porteur de la carte d'identité professionnelle du BTP.</p> <p>D'une manière générale, la <b>carte BTP</b> concerne tous les <b>salariés</b> « effectuant des travaux de <b>bâtiment ou de travaux publics</b> pour le compte d'une entreprise établie en France ou pour le compte d'une entreprise établie hors de France en cas de détachement » (article L8291-1 du Code du travail).</p> <p>La <b>carte d'identification professionnelle du BTP</b> concerne <b>les entrepreneurs</b> et toutes les entreprises dont les collaborateurs accomplissent, dirigent ou organisent, même à titre occasionnel, accessoire ou secondaire, dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics, des travaux d'excavation, de terrassement, d'assainissement, de construction, de montage et démontage d'éléments préfabriqués, d'aménagements ou équipements intérieurs ou extérieurs, de réhabilitation ou de rénovation, de démolition ou de transformation, de curage, de maintenance ou d'entretien des ouvrages, de réfection ou de réparation ainsi que de peinture et de nettoyage afférents à ces travaux et de toutes opérations annexes qui y sont directement liées (article R8291-1 du Code du travail).</p>	Tous Corps d'état
Le personnel sera identifié par tout moyen au choix des entreprises, soit par les casques, les vêtements, des badges ou avec le nom de l'entreprise sur les vêtements de travail ou autre.	Tous Corps d'état
La carte d'identification professionnelle du BTP ne concerne pas les entreprises dont les collaborateurs exercent les métiers suivants, même lorsqu'ils travaillent sur un site ou un chantier de travaux de bâtiment ou de travaux publics : architectes, diagnostiqueurs immobiliers, métreurs, coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé, chauffeurs et livreurs	Tous Corps d'état

**3.2.5. Visites de chantier par des tiers.**

Dispositions prévues	A la charge de
Les visites de chantier par des tiers se feront après un accord préalable du maître d'Ouvrage. Les visites seront guidées par un représentant du maître d'ouvrage.	Maître d'ouvrage

Dispositions prévues	A la charge de
A l'occasion des visites de chantier par des tiers l'entreprise devra s'assurer de l'absence de stockage de matériaux, de gravats ou de matériels dans les circulations empruntées.	1 - Réalisation des galeries 7 - Exploitation ANDRA

### 3.2.6. Signalisation de prescription - Panonceau "Port des EPI obligatoire"

Signalisation de prescription - Panonceau "Port du casque obligatoire"

Dispositions prévues	A la charge de
De nombreux panneaux rappelant le port des EPI obligatoires sont disposés sur le carreau et au fond. Maintenance et adaptation en fonction du phasage des travaux.	7 - Exploitation ANDRA

### 3.2.7. Signalisation d'orientation

Dispositions prévues	A la charge de
Dans les installations souterraines les personnels peuvent facilement s'orienter grâce d'une part aux plans situés à proximité des téléphones d'urgence (couleur rouge) répartis tous les 30 m et d'autre part aux indications portées sur les cintres des galeries et aux pancarte indiquant le nom de celles ci. La mise à jour des plans et l'affichage sur les cintres est à la charge de l'ECI	Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA

### 3.2.8. Signalisation de danger - Autres

Dispositions prévues	A la charge de
Au-droit des zones à risques de part et d'autre des zones à risques, mise en place de panonceaux de signalisation du danger et d'interdiction de stockage à proximité. En cas de distance de sécurité à respecter par rapport aux réseaux, celle-ci sera identifiée par panonceau. L'entreprise assurera la maintenance et l'adaptation du dispositif pendant toute la durée des travaux.	7 - Exploitation ANDRA 1 - Réalisation des galeries

### 3.2.9. Base vie - Modalités d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
Il existe sur le carreau des puits un bâtiment nommé « l'Eclipse » accueillant les principales entreprises extérieures liées au projet. Ce bâtiment abrite également le réfectoire ainsi que la zone sanitaire (douches, vestiaires, WC) du chantier	Tous Corps d'état

### 3.2.10. Base vie - Installations complémentaires

Dispositions prévues	A la charge de
Pour la mise en place d'installations complémentaires, les entreprises concernées feront part en réunion de leurs besoins.	Tous Corps d'état

**3.2.11. Base vie - Entretien des installations**

Dispositions prévues	A la charge de
Pour garantir un entretien régulier, il existe un contrat passé entre le maître d'ouvrage et une entreprise de nettoyage . <b>Le nettoyage est quotidien</b>	Maître d'ouvrage

**3.2.12. Sécurité incendie des installations**

Dispositions prévues	A la charge de
Les locaux d'accueil du personnel, sont équipés d'extincteurs, appropriés aux différents risques. Le bâtiment est également muni d'un SSI de classe A relié au poste de sécurité à l'entrée du site	Maître d'ouvrage

**3.2.13. Installations de distribution électrique**

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques sont communes et utilisables par l'ensemble des entreprises.	Maître d'ouvrage Tous Corps d'état

**3.2.14. Vérification réglementaire des installations électriques**

Dispositions prévues	A la charge de
Les installations électriques communes feront l'objet d'une vérification initiale après réalisation de l'alimentation générale (branchement basse tension, poste de transformation, groupe électrogène...) et de la mise en place de son infrastructure (tableaux principaux de distribution, centrale à béton, et autres équipements de travail, cantonnements) par un organisme accrédité. Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur. Les installations seront vérifiées annuellement	Maître d'ouvrage 8 - Maintenance des installations 2 - Courant Faible – Courant Fort
Chaque installation devra faire l'objet d'un rapport de vérification établi par un organisme accrédité (vérification initiale et périodique). Une copie du rapport de vérification sera transmise au coordonnateur.	2 - Courant Faible – Courant Fort

**3.2.15. Entretien des installations électriques**

Dispositions prévues	A la charge de
La maintenance technique, le remaniement des installations de distribution et d'éclairage, ainsi que les réparations suite à dégradation, seront réalisées par les entreprises du groupement de maintenance	8 - Maintenance des installations
Dans les galeries en cours de creusement et d'équipement les installations et l'entretien sont assurés par l'entreprise en charge des travaux de creusement	1 - Réalisation des galeries

### 3.2.16. Points d'eau et d'évacuation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'alimentation en eau et l'évacuation EU des des installations de surface sont les installations définitives mises en service. Au fond les galeries sont desservies par un réseau d'eau industrielle.</p> <p>Il n' y a pas de réseau d'eau usée à proprement parler au fond. On distingue ce qui est issu des toilettes et des robinets en GT6. les effluents sont remontés en surface via des cuves.</p>	Tous Corps d'état

## 3.3. Mise en commun des moyens - Logistique de chantier

### 3.3.1. Planification et organisation des livraisons

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise remettra, 4 semaines à l'avance, ses prévisions de livraison à ECI	Tous Corps d'état

### 3.3.2. Organisation des stockages de matériaux et matériels

Dispositions prévues	A la charge de
Les aires de stockages aménagées seront utilisables en commun par l'ensemble des entreprises.	Tous Corps d'état
Des zones de stockage seront aménagées dans l'enceinte clôturée du chantier.	Tous Corps d'état
L'organisation du stockage fond est gérée par l'exploitation. Des zones de stockage (chaîne verte et blanche) et d'interdiction de stockage (chaîne rouge et blanche ou passage piéton) sont matérialisées dans les galeries souterraines. Celles-ci intègrent les passages difficiles ainsi que les intersections. En revanche, pour les galeries non réceptionnées, l'entreprise responsable de la galerie gère son stockage tout en respectant les règles de sécurité (téléphone rouge, intersection, ...). Les plans sont disponibles auprès de ANDRA ECI	Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA
Les zones de stockages de longue durée seront balisées et identifiées par les entreprises utilisatrices.	Tous Corps d'état

## 3.4. Mise en commun des moyens - Circulations horizontales et verticales

### 3.4.1. Circulation sur le carreau des puits

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les cheminements piétons et voies de circulation des engins doivent être respectés. DIGE/ CMHM/LS/ECI veille à ce que ceux-ci soient maintenus, quelles que soient les conditions météorologiques, en constant état de propreté et dégagés de tout objet susceptible de gêner le passage et la circulation. La circulation des véhicules s'effectue en respectant les règles du Code de la Route et la signalisation mise en place dans l'établissement. Ils ne peuvent pas être stationnés en dehors des emplacements aménagés. Seuls les engins de chantier et les livraisons sont autorisés à circuler sur le carreau. Les différentes voies de circulation des véhicules et des engins, les aires de stationnement et les cheminements des piétons sont représentés sur un plan de la base de données ANDRA.</p> <p>Il est interdit de s'approcher à moins de 10m des camions dont la manutention est en cours (chargement/déchargement de matériel).</p>	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
Les zones de cheminements piétons sont différenciées de celles des engins ou camions par une matérialisation physique.	7 - Exploitation ANDRA
Le fait, pour tout piéton, de contrevenir aux dispositions précédentes <b>est suivi d'une mise en pénalité de l'entreprise à laquelle il appartient</b>	Tous Corps d'état

### 3.4.2. Circulation dans les galeries des installations souterraines

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les cheminements piétons matérialisés en jaune doivent être respectés par les piétons. Les voies de circulation et les chemins piétons doivent être maintenus en constant état de propreté et dégagés de tout objet susceptible de gêner le passage et la circulation.</p> <p>Dans les galeries où aucun cheminement piéton n'est matérialisé (galeries expérimentales du niveau principal, galeries en cours de creusement, autres), la circulation des engins doit donner lieu à la mise en place de consignes spécifiques en collaboration avec l'ingénieur sécurité ou la circulation au pas pour l'engin.</p> <p>Le déplacement d'engins ou de machines dépassant le gabarit des voies de circulation d'une part, le transport de charges encombrantes d'autre part, doivent donner lieu à la mise de dispositions sécuritaires lors de la réunion du PJD (désencombrement des galeries, cheminement piétons et engins interdits). Plus généralement, toute situation et toute activité rendant le cheminement piétons localement impraticable doit donner lieu à la mise en place de dispositions particulières (ex : MAP, démolition radier)</p>	Tous Corps d'état
<p>Les piétons doivent respecter les panneaux de signalisation et emprunter les cheminements qui leur sont réservés. Ces cheminements sont matérialisés par un marquage au sol de couleur jaune. <b>Il est interdit aux piétons de s'approcher à moins de 2 m d'un engin en mouvement.</b></p> <p>En cas de panne ou en cas d'alarme d'évacuation, les conducteurs d'engins doivent dans la mesure du possible signaler par un moyen (feux allumés, gyrophare.), leur engin arrêté dans une voie de circulation</p>	Tous Corps d'état
A la vue d'un piéton, l'engin doit klaxonner. Le piéton doit alors se ranger dans l'amorce de la galerie la plus proche et ne pas simplement s'arrêter en attendant que l'engin le croise. Si cette manœuvre ne peut se faire simplement, le croisement ou le dépassement de piétons par un engin s'effectue engin à l'arrêt	Tous Corps d'état
Le passage de la zone GLW/GT5/Blindé fait l'objet de dispositions particulières pour garantir cette zone sensible (flash lumineux, consigne affichable, ...). Elle se base sur une demande d'autorisation de passage au conducteur de l'engin présent sur place (mode opérateur)	Tous Corps d'état
La recette fond PA est une zone de manutention importante. Des portillons matérialisent l'interdiction de passage sans autorisation pendant les opérations de charge et de décharge	Tous Corps d'état

### 3.4.3. Stationnement des véhicules

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Le stationnement des véhicules du personnel est interdit sur le carreau. Des stationnements sont prévus à l'extérieur de l'enceinte du chantier. L'accès au carreau n'est autorisé pour les véhicules que pour les opérations de chargement ou de déchargement de matériel et uniquement pendant la durée de l'opération.</p> <p>Les véhicules devront stationner dans le sens du départ</p>	Tous Corps d'état



Dispositions prévues	A la charge de
Le stationnement des engins au FOND doit s'effectuer exclusivement aux emplacements prévus, en respectant l'interdiction formelle d'un stationnement côte à côte ou l'un derrière l'autre (à moins de 5 mètres) sauf au niveau de la zone de rechargement des batteries en recette fond PX. Le stationnement des engins doit en outre respecter les conditions suivantes : équipement posé au sol (godet, fourches, bras...) moteur à l'arrêt, coupe-circuit actionné (pour les engins à moteur électrique) ou coupe-batterie actionné, clef retirée de l'engin dans une aire où la détection incendie est opérationnelle.	Tous Corps d'état

#### 3.4.4. Accès sur le carreau et au fond

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Toute personne souhaitant accéder sur le carreau et au fond doit porter son badge d'accès au site du CMHM</p> <p>Son entreprise ou son statut (visiteur, officiel, ...) selon les dispositions définies dans le mode opératoire réf. QUAPRAMQE150012,</p> <p>Sa catégorie en fonction des restrictions d'accès dans les installations souterraines :</p> <p><b>Catégorie 1</b> : Est autorisé à utiliser l'ascenseur seul,</p> <p><b>Catégorie 2</b> : Doit être accompagné par un niveau 1 dans l'ascenseur,</p> <p><b>Sans catégorie</b> : accès carreau donné par le PCC ou par la société de gardiennage Accès au fond autorisé mais la personne doit être accompagnée par un niveau 1 dans l'ascenseur. S'il s'agit d'un visiteur, il doit être accompagné en permanence par une personne titulaire d'un badge intervenant ou ANDRA. L'accès sur le carreau est autorisé de façon autonome aux personnes possédant un badge d'accès catégorie 1 ou 2 et portant les EPI nécessaires indiqués par des panneaux signalétiques. Ce même badge servira d'autorisation d'accès au PCC, sur le carreau et dans les bâtiments administratifs. En effet, des lecteurs de badges ont été installés à chaque entrée de bâtiments pour contrôler les accès</p>	Tous Corps d'état

#### 3.4.5. Accès sur le carreau des puits

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les intervenants doivent porter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Les équipements de protection individuelle (EPI) définis sur les panneaux de signalisation sur le carreau et des vêtements munis de bandes haute visibilité.</li> </ul> <p><b>Le port de vêtements manche longue est OBLIGATOIRE</b></p> <p>Seul un passage piéton côté sud reliant bureaux prestataires et lampisterie est dispensé de port d'EPI, ainsi que côté nord, jusqu'aux panneaux à proximité du PX indiquant l'obligation du port des EPI.</p>	Tous Corps d'état

### 3.4.6. Accès dans les tours des puits

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les intervenants doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Porter des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés et des vêtements munis de bandes de haute visibilité ; <b>port de vêtements manches longues OBLIGATOIRE</b></li> <li>Prévenir le PCC avant d'accéder dans les tours des puits.</li> </ul> <p>Il est rappelé que les locaux sensibles sont verrouillés par un PASS technique (disponible sur demande au PCC).</p>	7 - Exploitation ANDRA

### 3.4.7. Accès dans le local ventilation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'accès est soumis à l'autorisation du PCC et la présence d'un opérateur au PCC est obligatoire dès qu'il y a un accès au local ventilation (communication avec le PCC).</p> <p>Les intervenants doivent porter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des équipements de protection individuelle appropriés (EPI) et des vêtements munis de bandes haute visibilité. <b>Port de vêtements manches longues OBLIGATOIRE</b></li> </ul> <p>Une demande doit être faite au préalable à la maintenance pour obtenir le badge d'accès au local ventilation.</p> <p>Avant l'accès, ils doivent déposer leur badge auprès du PCC, qui leur remet un poste de communication radio et un badge magnétique permettant l'ouverture de la porte coulissante du TE7 et du local ventilation.</p> <p>A la sortie, ils récupèrent leur badge, remettent le poste de communication radio au PCC et le badge magnétique.</p> <p>Ils doivent appartenir aux services exploitation (ECI) ou maintenance (MMG) ou de son prestataire de maintenance ou se faire accompagner d'un opérateur de ces entités.</p>	<p>8 - Maintenance des installations</p> <p>7 - Exploitation ANDRA</p>

### 3.4.8. Accès des intervenants dans les installations souterraines

Dispositions prévues	A la charge de
<p>L'accès dans les installations souterraines est réservé aux intervenants munis d'un badge spécifique d'accès fond et doivent obligatoirement passer par le PCC.</p> <p>Ces intervenants doivent porter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des vêtements de travail munis de bandes haute visibilité ;<b>port de vêtements manches longues OBLIGATOIRE</b></li> <li>• Une lampe frontale ;</li> <li>• Un équipement de protection respiratoire avec filtres FFP3 qui n'est à utiliser qu'en cas d'exposition à la poussière</li> <li>• Les équipements de protections individuelles (EPI) définis sur les panneaux de signalisation à l'entrée du carreau (sauf casques de couleur verte (réservés aux visiteurs) et rouge (réservé à l'équipier de seconde intervention et évacuation).</li> </ul> <p>Ils doivent avoir suivi la formation « sécurité » .</p> <p>Avant la descente, ils doivent déposer leur badge d'accès site au PCC, qui leur remet un APEVA (APpareil d'EVacuation Autonome), un poste de communication radio et un badge magnétique pour l'accès aux ascenseurs (tourniquet).</p> <p>A la remontée, ils récupèrent leur badge d'accès site, remettent l'APEVA, le poste de communication radio et le badge magnétique.</p> <p>Il est interdit de se déplacer sur le carreau avec l'APEVA. Celui-ci doit être ramené en priorité au PCC pour éviter des erreurs de comptage.</p>	Tous Corps d'état

## 3.5. Mise en commun des moyens - Gestion des déchets

### 3.5.1. Gestion des déchets Mode d'organisation

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Les déchets de chantier font l'objet d'un tri sélectif et d'une gestion commune pour l'ensemble du chantier. L'organisation du tri sélectif comprenant la réalisation et l'entretien d'une plate-forme de regroupement des déchets, la mise à disposition des bennes, la signalétique explicative destinée aux personnels.</p>	<p>Maître d'ouvrage Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA</p>
<p>un système de collecte (bennes, conteneurs,...) pour l'ensemble des types de déchets est mis à disposition par l'Andra qui en assure la gestion. L'entreprise est tenue de s'informer des lieux de dépose avant le début de sa prestation en se rapprochant de son Chargé d'affaires.</p> <p>La plate forme de regroupement des déchets est en surface et qu'il existe une zone déchets au fond</p>	<p>Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA</p>

### 3.5.2. Bennes à déchets

#### Bennes à gravais et déchets

Dispositions prévues	A la charge de
<p>Des bennes à gravais et déchets sont mises en place pour l'ensemble des intervenants du chantier. Les bennes seront remplacées suivant les besoins du chantier.</p>	<p>Maître d'ouvrage Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA</p>

**3.5.3. Acheminement des déchets vers les bennes**

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise gardera la charge d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes. Les déchets ne seront pas stockés à l'intérieur des galeries	Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA

**3.5.4. Nettoyage et évacuation des déchets**

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises sont tenues, chacune pour ce qui les concerne, d'évacuer leurs gravats, chutes, emballages et d'effectuer le nettoyage de leur zone de travail au quotidien. Chaque entreprise veillera à ce qu'aucun gravats ni déchets ne puissent se trouver en dehors de l'enceinte du chantier. Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.	Tous Corps d'état
<p>Le stockage temporaire éventuel des déchets dans les installations souterraines, puis leur acheminement vers la surface, doivent être organisés en liaison avec le service l'exploitation. Des bennes pour le tri des déchets (cartons, ferrailles, divers, bois) sont mises à disposition dans les galeries souterraines.</p> <p>Le stockage temporaire des déchets doit être réalisé sur les emplacements déterminés à l'écart des zones sensibles de l'installation vis-à-vis du risque incendie (niches de secours, dégagements, sous-station électrique, zone de transvasement de fioul, ...).</p> <p>L'acheminement des déchets vers la surface doit être réalisé le plus régulièrement possible ,de manière à minimiser les durées d'entreposage temporaire dans les installations souterraines</p>	Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA

**3.5.5. Evacuation des matières dangereuses**

Dispositions prévues	A la charge de
La configuration particulière du site oblige de stocker certaines matières dangereuses au fond.	Tous Corps d'état
Le maître d'ouvrage doit systématiquement être informé de la présence et de l'utilisation de produits dangereux et/ou toxiques	Tous Corps d'état
Les produits dangereux (substances ou mélanges) doivent être déposés dans les zones d'entreposage convenues, dans des rétentions de capacité réglementaire en ayant vérifié au préalable la compatibilité des produits entreposés dans une même rétention. Aucun entreposage à même le sol n'est autorisé.	Tous Corps d'état
Tout transvasement ou transport de produit dangereux doit se faire sur rétention. Obtenez les regards des réseaux d'eaux pluviales dans l'éventualité où le produit utilisé pourrait se déverser dans le réseau	Tous Corps d'état

### 3.6. Mise en commun des moyens - Organisation des secours

#### 3.6.1. Moyen d'alerte des secours

Dispositions prévues	A la charge de
AU FOND : Les numéros de téléphone d'urgence ainsi que les consignes d'appel des secours sont affichés dans les galeries tous les 30 m auprès des téléphones de secours, privilégier le téléphone ROUGE. En cas d'événements au fond c'est le PCC qui gère les interventions, les téléphones sont donc raccordés au PCC.	Tous Corps d'état
En cas d'accident ou d'incendie EN SURFACE privilégier les téléphones de secours sinon composer le 20 depuis une ligne interne ou le 03 29 75 53 45 depuis une ligne extérieure. Le correspondant est alors le poste de sécurité à l'entrée du site.	Tous Corps d'état

#### 3.6.2. Consignes de sécurité

Dispositions prévues	A la charge de
Les consignes de sécurité pour la surface et pour le fond fournies en annexe seront obligatoirement reprises dans les PPSPS. En cas d'accident :- les secours sont appelés immédiatement. - L'entreprise préviendra le jour même la CARSAT, l'Inspection du travail (DDETS), l'OPPBT, le MOA et le coordonnateur sécurité.	Tous Corps d'état
Les consignes spécifiques du site (chantier en site occupé) doivent être transmises à toutes les entreprises par le maître d'ouvrage et intégrées au PPSPS des entreprises.	Maître d'ouvrage Maître d'œuvre Tous Corps d'état

#### 3.6.3. Sauveteurs secouristes du travail

Dispositions prévues	A la charge de
Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles ont des secouristes du travail dans leurs équipes.	Tous Corps d'état
Les secouristes du travail seront identifiés par un signe distinctif.	Tous Corps d'état

#### 3.6.4. Centre de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Il existe sur le site de l'ANDRA un centre de secours permanent armé par les sapeurs-pompiers départementaux. et par des volontaires présents sur site	Tous Corps d'état

#### 3.6.5. Matériel de secours

Dispositions prévues	A la charge de
Chaque entreprise disposera d'une trousse de premier secours pour son personnel.	Tous Corps d'état
Une trousse de secours, commune à l'ensemble des entreprises est en place auprès du chef de poste ANDRA en galerie GT6	Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA

## 4. RISQUES COMMUNS, SPÉCIFIQUES ET PARTICULIERS

### 4.1. Risques communs, spécifiques et particuliers

#### 4.1.1. Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques et CMR - Silice cristalline

Dispositions prévues	A la charge de
La prévention contre le risque de silice cristalline impose de réduire à la source les émissions de poussières par le choix de techniques peu émissives. Les travaux à sec carottage, percement, tronçonnage, démolition manuelle, sablage, décapage, balayage, soufflage devront se faire avec le recours d'équipements équipés de captage par aspiration des poussières à la source.	1 - Réalisation des galeries Tous Corps d'état
Les zones de travaux intérieurs avec risque d'émission de poussières à silice cristalline devront être interdites d'accès aux autres intervenants. Cette condamnation se fera à l'aide d'un moyen physique et d'un affichage interdisant l'accès à la zone présentant un risque.	1 - Réalisation des galeries Tous Corps d'état
Les entreprises réalisant des travaux à risque d'émission de poussière de silice cristalline devront effectuer des mesures de la concentration de l'atmosphère en silice de façon régulière et lors de tout changement dans des conditions susceptibles d'avoir des conséquences sur l'exposition des salariés.	1 - Réalisation des galeries Tous Corps d'état
lors de la réalisation de béton projeté , l'entreprise devra la mise ne place d'un balisage par barrière interdisant l'accès de la zone aux autres intervenants	1 - Réalisation des galeries Tous Corps d'état

#### 4.1.2. Travaux de puits, de terrassements souterrains

Dispositions prévues	A la charge de
L'entreprise s'assurera que tous les moyens nécessaires pour maintenir l'atmosphère salubre pendant toute la durée de l'intervention sont en PLACE. Le cas échéant, l'entreprise fera procéder à des contrôles d'atmosphère. en vérifiant les détecteurs automatique disposés en galerie	1 - Réalisation des galeries 7 - Exploitation ANDRA
Dans les zones bruyantes, le maitre d'ouvrage à mis en place des distributeurs de BAB d'oreilles disponibles à l'ensemble des entreprises intervenantes sur la zone. Le port des bouchons est obligatoire pour les salariés se déplaçant sur le chantier dans les zones de bruit ( ventilation, PX et zone de travaux).	Tous Corps d'état
L'entreprise installera un dispositif d'éclairage provisoire dans ses zones de travaux et au fur et à mesure de l'avancement des travaux. les alimentations électriques se feront sur les coffrets définitifs répartis dans les galeries . Si besoin une demande de prolonger l'installation définitive sera réalisée avant le démarrage du creusement Ce dispositif sera du type antidéflagrant.	1 - Réalisation des galeries
L'entreprise aura en charge l'installation à l'avancement des travaux d'un système de ventilation et de recyclage de l'air dans le tunnel et sur l'ensemble des postes de travail intérieurs. En phase de préparation de chantier, l'entreprise transmettra au maître d'œuvre et au coordonnateur un plan d'étude du dispositif de ventilation et d'assainissement d'air. L'entreprise devra assurer la continuité et le maintien en état de la ventilation pendant toute la durée des travaux. Elle aura en charge la mise en place des contrôles permettant de s'assurer que les valeurs maximales d'exposition ne sont pas atteintes.	1 - Réalisation des galeries 7 - Exploitation ANDRA

Dispositions prévues	A la charge de
La vitesse des engins est limitée à 10km/h dans l'ensemble des galeries. Les engins circulant au fond doivent être bridés à 10km/h maximum (excepté les engins dont il est impossible d'un point de vue technique de procéder au bridage. En revanche, l'Andra se réserve le droit d'accepter ou non l'engin) ;	1 - Réalisation des galeries 7 - Exploitation ANDRA
Afin de limiter les émissions de gaz d'échappement les entreprises devront privilégier l'utilisation d'équipement à moteur électrique.	1 - Réalisation des galeries 7 - Exploitation ANDRA
Les engins électriques autonomes doivent être équipés de batteries de type « gel ». Dans le cas de batterie dite de « nouvelle génération » (Lithium, Li-ion, ...), une étude doit être réalisée au préalable avec le service PPR avant toute descente dans les installations souterraines.  Les engins électriques autonomes peuvent être chargés dans la zone de charge prévue à cet effet. Cette zone de charge tient compte du sens de la ventilation et de son fonctionnement, et dispose d'équipements de sécurité (détection H2). La charge est organisée suivant la consigne d'exploitation réf. QUAMOAMQE160019.	Tous Corps d'état
Il existe de façon pérenne une ventilation forcée assurant l'évacuation des gaz d'échappement dans les galeries. La ventilation des galerie doit assurer l'évacuation des gaz d'échappement en respectant les débit préconisés par les recommandations CARSAT et AFTES L'entreprise assure la continuité et le maintien en état du système de soufflage pendant toute la durée des travaux. Elle a en charge la mise en place des contrôles permettant de s'assurer que les valeurs maximales d'exposition ne sont pas atteintes. Les contrôles seront continus et associés à un dispositif d'alarme, permettant soit d'augmenter le débit soufflant, d'assurer la coupure des installations électriques, déclencher les procédures d'évacuation des personnels. En complément des détecteurs de gaz ont été installés dans les zones à risque.	7 - Exploitation ANDRA 1 - Réalisation des galeries
Les études de ventilation et le suivi du bon fonctionnement en cours de travaux feront l'objet de vérifications et de contrôles, par un organisme externe spécialisé. L'organisme sera à la charge du MOA	7 - Exploitation ANDRA 8 - Maintenance des installations
L'entreprise aura en charge la mise en place et l'entretien de consignes de sécurité dans le tunnel.	7 - Exploitation ANDRA
Lors de la réalisation de béton projeté, l'entreprise devra la mise en place d'un balisage par barriérage interdisant l'accès à la zone aux autres intervenants.	1 - Réalisation des galeries
Lors de la pose des voussoirs l'entreprise devra interdire l'accès à la zone aux autres intervenants par la mise en place de barriérage.	1 - Réalisation des galeries
Un système de contrôle d'accès et de comptage au PCC existe. le port du badge électronique sera obligatoire. Le système de contrôle d'accès est lié à la date de formation fond ( <b>1 AN</b> ). L'accès sera refusé à toute personne non pourvue du badge. Les accès se feront à plusieurs. Les personnels accédant devront connaître les procédures de secours.	Tous Corps d'état

Dispositions prévues	A la charge de
<p><b>La formation niche mobile est obligatoire pour toute personne devant intervenir dans une galerie munie d'une niche mobile. Pour les travaux de courte durée, des dérogations sont à demander à la direction du CMHM</b></p> <p>Une niche centrale est placée dans les galeries GT8 et GT 9 et peut accueillir jusqu'à 70 personnes, elle est accessible soit par la GLS ou soit par la GLN.</p> <p>Dans les longues galeries borgnes de plus de 100m, des niches de secours complémentaires de capacité limitée à 14 personnes sont mises en place l'Andra assure la formation du personnel à l'utilisation de ces niches et des dispositions sont prises pour s'assurer qu'il n'y aura jamais plus de personnes dans ces galeries que la capacité de la niche ne peut en accepter.</p> <p>Ces cabines sont équipée en air, en eau et en électricité reliées aux installations du laboratoire et fonctionnent de façon autonome</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Système de pressurisation de la cabine d'alimentation en air comprimé par une conduite d'air industriel protégée du feu (en radier, par exemple) ou alimentation par bouteilles d'air comprimé respirable.</li> <li>• Système d'arrosage de la cabine de survie (sprinkler, par exemple).</li> <li>• Connexion à un système de communication protégé du feu en radier ou par réseau résistant au feu.</li> <li>• Capacité de refuge dimensionnée par rapport aux effectifs présents dans la zone. • Alimentation électrique de la cabine secourue par batteries.</li> <li>• Éclairage de position par néons verts autonomes.</li> <li>• Mise à disposition de bouteilles d'appareil respiratoire isolant 9 litres à 300 bars pour les services de secours (ravitaillement pour les sapeurs-pompiers en reconnaissance à pied).</li> <li>• Mise à disposition d'appareil d'évacuation autonome pour faciliter l'évacuation du personnel par les services de secours (capacité dimensionnée par rapport à la distance à parcourir jusqu'au point d'accès).</li> <li>• Réserve d'eau potable (3 litres par personne).</li> <li>• Trousse de premiers secours et défibrillateur.</li> <li>• Affichage des consignes de sécurité</li> </ul>	<p>7 - Exploitation ANDRA Tous Corps d'état</p>

#### 4.1.3. Travaux en hauteur

Dispositions prévues	A la charge de
L'usage de nacelles sera privilégié pour les travaux de grande hauteur . Les zones de travail présentant un risque de chute d'objets seront balisées au sol pour en détourner les passages.	Tous Corps d'état
Les nacelles seront à moteur électrique, les moteurs thermiques sont exclus pour les travaux intérieurs. L'emploi de nacelles équipées de signaux de déplacement, sera privilégié.	Tous Corps d'état
Les locaux devront être débarrassés par zone pour permettre l'installation et le déplacement correct des nacelles et plates-formes individuelles de travail. Les zones d'intervention seront organisées pour permettre les interventions successives ou simultanées. Les emballages et chutes de matériaux seront évacués au quotidien pour éviter l'encombrement des locaux.	Tous Corps d'état
L'utilisation des escabeaux et des échelles est interdit	Tous Corps d'état

#### 4.1.4. Prévention du risque incendie

Dispositions prévues	A la charge de
Aucun gravats ni déchets de matériaux inflammables ne doivent être stockés à l'intérieur des galeries. Exceptionnellement dans les bennes déchets dédiées à cet effet et fermées	Tous Corps d'état



Dispositions prévues	A la charge de
Lors de la réalisation de travaux par point chaud ou à risque d'incendie (soudure, brasure, disqueuse, etc) le poste de travail devra être équipé d'un moyen d'extinction, adapté au risque et à l'environnement.. Des chariots sont à dispositions des entreprises en galerie pour être amenés sur le poste de travail	Tous Corps d'état
Tous les travaux de soudure et de découpe à la disqueuse seront accompagnés d'un moyen d'extinction adapté.	Tous Corps d'état
L'entreprise à l'issue des travaux de soudure devra faire une veille de surveillance attentive des parties soudées et de leur environnement, devra s'assurer pour prévenir tous risques de feu couvert. Une vérification des points de soudures sera réalisée avant de quitter le chantier.	Tous Corps d'état
Tous les travaux par point chaud (soudure, brasure, disqueuse, ...) doivent être réalisés sous couvert d'un permis de feu. Le permis de feu est à demander à chaque intervention et sera délivré par l'établissement.	Tous Corps d'état 7 - Exploitation ANDRA
<p>La réalisation de travaux par points chauds est soumise à l'application du mode opératoire « Permis de feu » réf. QUAMOAMQE100131. Ces travaux concernent notamment les opérations de soudage, de découpage et de meulage</p> <p>Ils doivent donner lieu, préalablement à leur exécution, et après visite sur le lieu de l'intervention, à la délivrance d'un permis de feu et dispositions associées (§7.1). Au fond, le personnel chargé des travaux doit également se munir d'un chariot permis de feu. Ces chariots sont au nombre de 6 et se situent devant les entrées de la niche centrale (côté GT8 et GT9). A chaque fin de travaux, le personnel chargé de l'opération de surveillance doit ramener le chariot à son endroit initial. Sur le carreau (Eclipse, IS9), c'est le poste de garde qui gère les permis de feu. En revanche, pour les permis de feu au niveau des puits PA et PX, le PS2 et le local ventilation, c'est le PCC ou le moulineur qui effectuent le permis de feu. L'opérateur PCC ou le moulineur se déplacent sur les lieux pour identifier les risques et vérifier que l'entreprise possède un extincteur aux normes. Si ce n'est pas le cas, des chariots sont situés en tête de puits PA et PX.</p>	Tous Corps d'état
Il est demandé de retirer des colis, avant leur prise en charge en surface par les agents Andra, les emballages à base de carton, de papier, de plastique, de bois ou tout autre matériau inflammable. De même, les caisses ou support de conditionnement (palettes, touret, etc.) doivent être composés de matériaux possédant un classement au feu A1, A2 et B. Il peut s'agir de matériaux ayant fait l'objet de traitements afin de répondre à ces critères. Dans ce cas, un marquage sur l'équipement devra mentionner « traité contre le feu ». La traçabilité de ce traitement (date de réalisation, type de traitement, produit utilisé) devra pouvoir être démontrée. Le matériel ne répondant pas à ces critères ne pourra être acheminé dans les installations souterraines qu'avec l'accord du service en charge de la sécurité (DIGE/CMHM/PPR) et en respectant les dispositions spécifiques qu'il aura émises	Tous Corps d'état

## 5. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE INTERVENANTS

### 5.1. Modalités de coopération

#### 5.1.1. Plan Général de Coordination

Le maître d'Ouvrage diffuse à l'ensemble des titulaires de lot le Plan Général de Coordination (PGC) et ses différents additifs. Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS.

#### 5.1.2. Désignation des entreprises

La phase réalisation étant démarrée, le maître d'ouvrage a communiqué au coordonnateur, les coordonnées (nom, adresse, tél, mail, nom de l'interlocuteur) des entreprises titulaires de lot (inexistant et créés par le coordonnateur)

#### 5.1.3. Acceptation et désignation des sous-traitants

Dès l'acceptation d'un sous-traitant, le maître d'ouvrage communiquera au coordonnateur les coordonnées (nom, adresse, tél, fax, interlocuteur) des entreprises agréées.

Les titulaires de lots et leurs sous-traitants doivent informer le coordonnateur de leur intention de sous-traiter tout ou partie de leur lot au moins 30 jours avant intervention (ou 8 jours dans certains cas) en précisant les coordonnées des/du sous-traitant/s permettant l'organisation des inspections communes et la production du PPSPS pour chaque sous-traitant.

#### 5.1.4. Travailleurs indépendants et locatiers-Prestataires

##### Travailleurs indépendants et locatiers

Les travailleurs indépendants participeront à une inspection commune préalable et remettront un PPSPS avant le début des travaux.

Sauf exception précisée ci-avant, les locatiers ou locateurs interviendront sous la responsabilité de l'entreprise utilisatrice. Ils ne sont pas soumis à l'inspection commune préalable mais ils doivent appliquer les dispositions prévues pour l'entreprise donneuse d'ordre.

Au sens de la réglementation, le prestataire de service n'est pas considéré comme participant à l'acte de construire, et n'est pas soumis à l'obligation de réaliser une inspection commune avec le coordonnateur et de remettre un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Il n'en demeure pas moins que la prestation fournie peut avoir un impact important sur l'organisation du chantier et générer des risques pour les autres intervenants (Exemple opération de montage ou démontage de grues).

Dans le cas où la prestation de service a un impact en matière de coactivité, le coordonnateur coordonnera, l'arrivée du prestataire de service par l'intermédiaire du donneur d'ordre.

**Une réunion de coordination** en présence de l'entreprise donneuse d'ordre et du prestataire de service, sera organisée afin d'arrêter des mesures d'organisation liées à l'intervention du prestataire, (Assimilable à une réunion d'inspection commune)

Les mesures arrêtées seront tracées sur le RJ

Une note méthodologique d'intervention au prestataire de service pourra être demandée

**les mesures arrêtées devront être intégrées au plan particulier de sécurité et de protection de la santé de l'entreprise donneuse d'ordre.**

#### **5.1.5. Présence de personnel étranger**

En cas de présence de personnels étrangers, ne parlant pas ou parlant mal le français, personnel employé dans l'entreprise, en sous-traitance ou entreprise mandataire, l'entreprise devra assurer la présence permanente sur le chantier d'un interprète pour permettre la transmission des consignes de sécurité.

#### **5.1.6. Inspection Commune**

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, les consignes à observer en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser.

#### **5.1.7. Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé**

Le titulaire d'un lot diffuse à chacun de ses sous-traitants le PGC, ainsi que son propre PPSPS. Les PPSPS sont à disposition de l'ensemble des intervenants.

Chaque entreprise tiendra à disposition des organismes de contrôles et de prévention un exemplaire de son PPSPS sur le chantier.

#### **5.1.8. Rôle du coordonnateur**

Le coordonnateur ne saurait être un agent de sécurité ni un animateur de sécurité. Il est le gestionnaire de la coactivité des risques (des interfaces des entreprises simultanées ou successives), les entrepreneurs restent pleinement responsables de leurs obligations à l'égard de leurs salariés.

#### **5.1.9. Registre journal**

Une copie des notes d'observation est diffusée par courriel à l'ensemble des intervenants (ex: MOA, MOE et entreprises concernées).

Le registre journal sera diffusé sur demande écrite des intervenants de l'opération ou des organismes de contrôle et de prévention.

#### **5.1.10. Définition des personnes autorisées**

Les personnes morales autorisées sont les entreprises désignées par le maître d'ouvrage et les sous-traitants, ayant participé à l'inspection commune et ayant remis leur PPSPS au coordonnateur SPS.

Les personnes physiques autorisées sont les travailleurs du chantier désignés par les personnes morales autorisées.

## 6. COLLÈGE INTERENTREPRISES DE SÉCURITÉ SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

### 6.1. Projet de règlement

#### 6.1.1. Adresse de l'opération

**ANDRA CMHM**  
**Route départementale 960**  
**55290 BURE**

#### 6.1.2. Constitution et durée

Un Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) est constitué sur l'opération par le Maître d'ouvrage conformément à l'article L.4532-10 du code du travail.

ANDRA-CENTRE DE MEUSE/Haute Marne- TRAVAUX DANS LE LABORATOIRE-INSTALLATION DU FOND-CARREAU et VERSES

Il cessera ses activités sur sa décision, après consultation du représentant de l'inspection du travail, et au plus tard à la réception des travaux.

#### 6.1.3. Missions

Les missions du Collège, définies par l'article L.4532-13 du code du travail, seront les suivantes :

- \* Définir les règles communes destinées à assurer le respect des mesures de prévention dans le cadre de la coopération entre les entreprises.
- \* Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du Collège ou spécifiées par le coordonnateur.
- \* Examiner les suggestions ayant un lien avec la coordination générale en matière d'hygiène et de sécurité, émises par les Comités Sociaux et Economiques des entreprises.
- \* Examiner les accidents du travail survenus sur le chantier et notamment ceux dont l'une des causes pourrait trouver son origine dans les mesures retenues pour la coordination générale de sécurité et santé du chantier.
- \* Examiner les formations dispensées par les entreprises en application de l'article L.1221-2 du code du travail et proposer éventuellement des formations complémentaires.

#### 6.1.4. Responsabilités

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- \* La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du code du travail,
- \* les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au maître d'ouvrage,
- \* les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

#### 6.1.5. Composition

Le Collège comprend :

\_ des membres ayant voix délibératives:

- \* le coordonnateur en phase de réalisation, Président du collège,

- \* le maître d'œuvre désigné par le Maître d'Ouvrage,
- \* le chef de chacune des entreprises intervenant sur le chantier ou son représentant habilité,
- \* le coordonnateur en phase de conception dès lors que sa participation s'avère utile.

\_ des membres ayant voix consultatives :

\* le représentant des salariés de chacune des entreprises intervenant sur le chantier, salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par le comité social et économique ou, en son absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

\_ Peuvent participer à titre consultatif :

- \* Les représentants de l'inspection du travail,
- \* Les représentants de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics,
- \* Les représentants du service de prévention des organismes de sécurité sociale,
- \* le ou les médecins du travail des entreprises intervenant sur le chantier.

Le Collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

Chaque entreprise communique les noms de ses deux représentants au président du collège interentreprises, au plus tard avant la réunion d'adoption de son règlement.

#### **6.1.6. Attributions**

Le Président :

- 1) Convoque les membres du Collège et les participants aux réunions plénières ou extraordinaires,
- 2) Arrête l'ordre du jour des réunions,
- 3) Porte à l'ordre du jour les questions des membres du Collège relevant de la compétence du CISSCT,
- 4) Préside les réunions, avec voix prépondérante.
- 5) Rédige les procès-verbaux et les joints aux convocations de la réunion suivante.
- 6) Consigne les procès-verbaux dans le registre prévu à cet effet et les conserve pendant 5 ans,
- 7) Représente le Collège à l'égard des tiers,
- 8) S'assure de l'application des mesures adoptées par le Collège.
- 9) Le président répond par écrit aux observations formulées par écrit par les comités sociaux et économiques des établissements appelés à intervenir sur le chantier et en informe les membres du collège en temps utile, et au plus tard, lors de la réunion qui suit la demande des intéressés.

#### **6.1.7. Adoption des décisions**

Les décisions du Collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives.

En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

#### **6.1.8. Convocation aux réunions**

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, 15 jours avant la réunion, à tous les membres du Collège et aux participants, sauf urgence.

L'ordre du jour arrêté par le président est annexé à la convocation.

Les membres du collège interentreprises peuvent demander par écrit au président de porter à l'ordre du jour toute question relevant de sa compétence dans les huit jours qui suivent la réception de la convocation.

Les entreprises doivent faire désigner et convoquer leurs représentants salariés pour participer à ces réunions.

Les entreprises doivent informer le médecin du travail du service de santé dont elles dépendent, de la tenue des réunions.

Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CISSCT et qui ne souhaitent pas y participer doivent à réception de la convocation, aviser le président du collège qu'elles n'y seront pas représentées.

Le président du collège leur donne acte de cet avis.

Lorsqu'il a été prévu de différer l'attribution de certains lots, les entreprises appelées à intervenir après la constitution du collège interentreprises ont l'obligation d'y participer dès leur intervention sur le chantier.

Elles se conforment également au règlement du collège et communiquent au président le nom de leurs représentants dans les conditions prévues à l'article R. 4532-81 du code du travail.

#### **6.1.9. Première réunion**

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- 1) L'adoption du Règlement du Collège.
- 2) Le rappel des mesures de coordination prévues au Plan Général de Coordination.

#### **6.1.10. Réunions plénières**

Périodicité des réunions:

La périodicité des réunions est fixée à 3 mois, ce délai ne pouvant en aucun cas être dépassé.

La date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente.

En cas de constat de modification importante de la nature des travaux et sur décision des membres du collège, la fréquence des réunions sera accrue suivant une périodicité définie en session par les membres du collège.

Objet:

Les réunions plénières sont consacrées à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises.

Elles comprennent notamment :

- \* Une inspection du chantier en présence des membres du collège,
- \* L'approbation du procès-verbal de la précédente réunion,
- \* L'examen des observations faites lors de la visite du chantier,
- \* L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion,
- \* Les suggestions et observations formulées par le CISSCT,
- \* Le recensement des formations à la sécurité réalisées par les entreprises et la proposition d'actions de formation complémentaires.
- \* L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le Collège pour la coordination générale de sécurité et de santé.

Chaque entreprise est tenue d'adresser au Président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

En outre, chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement eu, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier.

Ces notes comprendront les informations suivantes :

- \* La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé,
- \* Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normales ou occasionnelles) et la situation vis-à-vis de la Médecine du travail des intéressés,
- \* Le rôle et l'état des matériels mis éventuellement en cause,
- \* Tout élément de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.
- \* L'action menée par l'entreprise à la suite de cet événement.

Ces documents seront consignés dans le registre tenu par le Président du Collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents prévues au présent article.

Procès-verbaux:

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis et transmis par le Président à tous les membres du Collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

Chaque établissement appelé à intervenir sur le chantier est tenu de diffuser une copie des procès-verbaux aux membres de son comité social et économique.

#### **6.1.11. Réunions Extraordinaires**

Le président doit provoquer la réunion du collège en dehors des dates initialement prévues, si l'une des conditions suivantes est remplie:

- 1) A la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative,
- 2) A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés,
- 3) A la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu entraîner des conséquences graves notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le collège pour la coordination générale de sécurité et de santé,
- 4) Dans le cas de règlement de difficultés prévues à l'article "procédure de règlement des difficultés" du présent règlement,

Les procès-verbaux de ces réunions sont communiqués, pour approbation, à la réunion plénière suivante du collège.

#### **6.1.12. Application des décisions**

Les décisions du Collège sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

#### **6.1.13. Ressources**

Les dépenses de fonctionnement (secrétariat et logistique) sont supportées par le maître d'ouvrage.

Les dépenses résultant de l'exécution des décisions d'intérêt général prises par le Collège sont supportées par l'ANDRA avec possibilité d'imputer tout ou partie aux entreprises

Chaque entreprise titulaire d'un marché, et chaque sous-traitant agréé prend, lors de la signature de son marché, l'engagement de supporter les dépenses résultant de cette organisation collective dans les conditions définies ci-dessus.

Toutefois, les dépenses concernant des dispositions particulières ne pourront être imputées qu'aux entreprises directement intéressées. Les dépenses importantes présentant un intérêt général pourront être réparties différemment suivant les décisions du Collège.

#### **6.1.14. Gestion**

L'ANDRA est désignée pour assurer le rôle d'entité support du Collège et à ce titre :

- \* règle les dépenses engagées pour l'exécution des décisions prises par le Collège,

- \* procède éventuellement au recouvrement auprès de l'ensemble des entreprises des avances qu'elle a faites pour le règlement des dépenses engagées pour l'exécution des décisions du Collège, sur présentation de pièces justificatives,

#### **6.1.15. Procédure de Règlement des difficultés**

Tout différend entre une entreprise et l'ANDRA fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du Collège à propos des mesures décidées par le Collège.

Tout différend entre le coordonnateur et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis à la personne responsable du marché.



## 7 DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS.

CSPS : Société: SOCOTEC Construction Nom: Philippe CHAMPS	Tél : 0622763260 Email : philippe.champs@socotec.com
Etabli le : 12/09/2024 Date de modification : 23/01/2025	Elements modifiés :

### **Partie à remplir par le CSPS:**

Adresse chantier: 55290 RD 960 BURE	
Contraintes horaires de livraisons :	Horaires :
Moyens mutualisés de levage et manutention (cf.PGSCSPS)	<u>Quai de déchargement:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Grues :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Recette à matériaux :</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Monte-matériaux:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Ascenseurs définitifs:</u> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non  <u>Autre :</u>
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, etc..) :	

### **Partie à renseigner par le client(entreprise du BTP) :**

Nom de l'entreprise :	Adresse siège :
Nom du réceptionnaire :	Coordonnées du réceptionnaire Tél :
Plages horaires de livraisons	Heures :
Présence chef d'un manoeuvre :	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion :	Distance (m) : Hauteur (m) :

Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	Charge :
Appareil de levage utilisé pour l'opération :	<input type="checkbox"/> Grue de chargement <input type="checkbox"/> Appareil propre au chantier <input type="checkbox"/> Appareil à la charge du fournisseur (Type)
Autres renseignements utiles :	

### **Projet de Plan d'installation de chantier avec :**

- Accès
- Voies de circulation
- Installations sanitaires
- Points sensibles (dans l'emprise du chantier et en périphérie)
- Zones de stockage
- Dimensions des aires de stockage
- Charges admissibles
- Nature du terrain
- Hauteur à respecter (emplacement portique, gabarit)

# **Annexes :**

## **1 Protocole de sécurité.pdf**



## Protocole de sécurité CMHM

### Identification

XXXYYAZZZAANNNN

Date :

Diffusion\* : Limitée

ANDRA.707.A - page 1/2

Identification de l'entreprise d'accueil			
<b>Raison sociale :</b>	Andra		<b>Tél. :</b> 03 29 75 90 00
<b>Adresse et localisation :</b>	<input type="checkbox"/> CMHM RD 960 - BP9 55290 BURE Ouverture du site du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00 Pièce d'identité obligatoire Accompagnement par le réceptionnaire sur le laboratoire souterrain	<b>GPS :</b> Latitude : +48° 29' 12" Longitude : +5° 21' 22"  <input type="checkbox"/> CIGEO RD 960 - Ferme du cité 55290 BURE	<b>GPS :</b> Latitude : +48° 48' 81" Longitude : +5° 35' 97"
<b>Formalités d'accès au site :</b>	<b>Réceptionnaire</b> <b>Raison sociale :</b> _____ <b>Tél. :</b> _____ <b>Nom du correspondant ent. réceptionnaire :</b> _____ <b>Tél. :</b> _____		
Identification de l'entreprise de transport			
<b>Raison sociale :</b>			<b>Tél. :</b> _____
<b>Adresse :</b>			
<b>Nom du correspondant ent. transport :</b>			<b>Tél. :</b> _____
Véhicule et matériels de manutention de l'entreprise de transport			
Type de véhicule	Caractéristiques du véhicule (dimensions...)	Aménagements, équipements	
Caractéristiques de la marchandise			
Nature	Quantité	Conditionnement	
<input type="checkbox"/> Contrôle réglementaire valide et sans anomalies relevées s'opposant à son utilisation <input type="checkbox"/> Autorisation de conduite de l'entreprise de transport selon nature de l'engin			
Validité du protocole du ..... au .....			
Information sur l'opération			
<input type="checkbox"/> Localisation de la zone de l'opération sur le plan du circulation (annexe QUAMOADQD240052)			
Déroulement de l'opération			
<input type="checkbox"/> Chargement <input type="checkbox"/> Déchargement		<input type="checkbox"/> Réalisé par réceptionnaire <input type="checkbox"/> Réalisé par l'entreprise de transport	
Si réalisation par entreprise de transport, matériel(s) utilisé(s) :			
<input type="checkbox"/> Grue auxiliaire <input type="checkbox"/> Grue mobile	<input type="checkbox"/> Transpalette électrique <input type="checkbox"/> Transpalette manuel	<input type="checkbox"/> Chariot élévateur <input type="checkbox"/> Hayon	<input type="checkbox"/> Autres (à préciser) : _____
Contrôle documentaire à réaliser :			
<input type="checkbox"/> Contrôle réglementaire valide et sans anomalies relevées s'opposant à son utilisation <input type="checkbox"/> Autorisation de conduite de l'entreprise de transport selon nature de l'engin			
Arrimage de charge			
<input type="checkbox"/> Nécessité de maintien des charges contre le plateau et les parois par des moyens appropriés			
Urgences			
Téléphone sur site : <b>20 interne</b> sur poste fixe		Par portable : 03.29.75.53.45 (Poste de garde)	
Poste de garde : 03.29.75.90.00 ou ☎ 9 (Poste de garde)		Par portable : 03.29.75.79.88 ou ☎ 79 88 (PCC)	

(\*) CE DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ DE L'ANDRA ET NE PEUT ÊTRE REPRODUIT OU COMMUNIQUÉ QUE SUIVANT LA MENTION INDIQUÉE CI-DESSUS EN DIFFUSION  
 Communicable : document pouvant être diffusé à tout public  
 Limitée : document pouvant être diffusé à tout le personnel Andra ainsi qu'au public averti  
 Andra : document pouvant être diffusé au seul personnel Andra  
 Confidentielle : document dont la diffusion est interdite à d'autres destinataires que ceux indiqués sur le document

www.andra.fr

AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

AUTHENTIFICATION GED  
(709B0093-0000-C7C8-95C1-D7E38E6E941)

XXXXYAZZZAANNNN

ANDRA.T07.A - page 2/2

PROTECTION DES TRAVAILLEURS								
								<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INTERDICTIONS								
		Carreau Stationnement ponctuel et temporaire						<input type="checkbox"/>
MATIERES DANGEREUSES HORS RADIOACTIVES								
Présence de matières dangereuses : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON								
Nom du produit :				Référence de la déclaration d'entrée de produits :				
CARACTERISTIQUES PRODUIT								
								
SGH01	SGH02	SGH03	SGH04	SGH05	SGH06	SGH07	SGH08	SGH09
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Précautions à prendre en fonction de la caractéristique du produit :								
<input type="checkbox"/> Consigne de dépotage Andra : .....								
Réalisé par Réceptionnaire	<input type="checkbox"/> Affichage des panneaux de signalisation obligatoire/ Gestion coactivité							
	<input type="checkbox"/> Contrôle de la certification / Autorisation de conduite du chauffeur							
Réalisé par l'entreprise de transport	<input type="checkbox"/> Récupération des polluants et élimination							
	<input type="checkbox"/> Les ouvertures et fermetures des portes de remorques ou camions doivent s'effectuer véhicule à l'arrêt, moteur coupé, frein à main serré, cales sous les roues tractrices.							
Observations								
Réceptionnaire CMHM			Andra PPR uniquement si matières dangereuses			Représentant transporteur		
Nom :			Nom :			Nom :		
Fonction :			Fonction :			Fonction :		
Date :			Date :			Date :		
Signature :			Signature :			Signature :		

## **2 consigne en cas d'accident corporel hors installations souterraines.pdf**

**Document du SMI**

Nature du document :

Consigne affichable

**Identification**

QUACSADPE000248

Nom du FDR : SMI

ANDRA.035.C - page 1/1





***CENTRE de MEUSE / HAUTE-MARNE*****Consigne aux entreprises présentes sur les sites hors installations souterraines****EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL ET SOIN BENIN**

1. Gardez votre sang froid.
2. Mettre si possible la victime en sécurité en supprimant, sans prendre de risques, la cause de l'accident si celle-ci est toujours présente.
3. Si vous ne l'êtes pas vous-même, aller chercher un SST (Sauveteur Secouriste du Travail) de votre entreprise ou d'une entreprise voisine de chantier.
4. En concertation avec le SST et en fonction de la gravité des faits, procéder à la demande de secours extérieurs.
5. Pour ce faire, alerter le poste de garde par téléphone :
  - réseau interne Andra (hors sites extérieurs et périmètre Cigéo) : **20**
  - réseau public : **03 29 75 53 45**
  - téléphones rouges : **décrocher (validation directe)**

En précisant :

- votre identité
- le lieu exact de l'accident
- les circonstances (type d'accident) et l'existence éventuelle d'un risque de sur-accident
- le nombre de victimes
- l'état apparent des victimes

**6. Demander s'il est nécessaire de répéter le message.****7. NE PAS RACCROCHER LE PREMIER.****8. Attendre les secours et participer à leur orientation.****Note :** le poste de garde peut établir une conférence téléphonique à trois entre lui, les pompiers et le secouriste.**9. Quelle que soit la gravité de l'accident, pendant les heures ouvrables, prévenez le service sécurité de l'Andra et le cadre d'astreinte en dehors.**

E Ind.	03/09/2024	Mise à jour et ajout de la remontée d'informations sur les soins bénins			
	Date	Historique des derniers indices applicables			
Ce document est la propriété de l'Andra et ne peut être reproduit ou communiqué sans son autorisation					
Ind.	Date	Nom/visa rédacteur	Nom/visa vérificateur	Nom/Visa valideur	Nom/visa approuvateur
E	03/09/2024	C. FRAVAL FRAVAL-C  Signature numérique de FRAVAL-C Date : 2024.09.18 14:13:53 +02'00'	P. PRIAUD PRIAUD-P D-P  Signature numérique de PRIAUD-P Date : 2024.09.18 14:14:42 +02'00'	A. RICHIER  Signature numérique de Richier	E. HURET HURET-T-E  Signature numérique de HURET-E Non DN : CN = HURET-E Date : 2024.09.18 14:14:42 +02'00'

www.andra.fr

AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

 AUTHENTIFICATION  
 (10222392-0000-CFA6-8C8B-636D60FE28D)

### **3 sécurité incendie hors installations souterraines.pdf**





## Document du SMA

Nature du document :

Consigne affichable

Identification

QUACSADPE000246

Nom du FDR : SMA

ANDRA 035 F - page 1/1

## Consigne de sécurité incendie hors installations souterraines

Consigne destinée à tout le personnel Andra et des entreprises extérieures

- En cas d'alarme incendie, vous devez évacuer immédiatement les locaux vers les points de regroupement en fermant porte et fenêtre derrière vous.
- Les agents de sécurité feront le tour du bâtiment impacté et vérifieront l'absence de personnel.
- Le témoin d'un départ de feu doit :

1



1. Actionner un déclencheur manuel pour ordonner l'évacuation du bâtiment

2









2. Contacter le poste de sécurité, pour préciser l'emplacement et la nature du sinistre : Si cela concerne les puits ou IS9/IS10, contacter également le PCC.

- Décrocher un téléphone rouge (présent dans les couloirs) ou
- Composer le 20 à partir d'un téléphone fixe de bureau ou
- Composer le 03-29-75-53-45 à partir d'un téléphone portable

Les sapeurs-pompiers seront avisés par le poste de sécurité

3

3. Utiliser l'extincteur approprié (souvent le plus proche du foyer) pour combattre le départ de feu sans attendre l'arrivée des agents de sécurité.

Type d'extincteur		Différentes classes de feu			
		Solide braisant 	Liquide 	Gaz 	Feu d'origine électrique
<b>Eau + Additif</b> dans les couloirs des bâtiments		OUI	OUI	NON	Utilisable sur une tension inférieure à 1000V. Maintenir la lance à plus de 50 cm de réseau électrique
<b>Poudre</b> chariot de permis de feu		OUI	OUI	OUI	Utilisable sur une tension inférieure à 1000V. Maintenir la lance à plus de 50 cm de réseau électrique
<b>CO2</b> devant l'entrée des locaux techniques		NON	OUI	NON	OUI

E 14/02/17 Mise à jour  
Ind. Date

Historique des derniers indices applicables

Ce document est la propriété de l'Andra et ne peut être reproduit ou communiqué sans son autorisation

Ind.	Date	Nom/visa rédacteur	Nom/visa vérificateur	Nom/Visa valideur	Nom/visa approuvateur
E	02/10/2017	V. TOUSSAINT	T. PROT	J-P. MOURONVAL	D. MAZUYER

www.andra.fr

AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

AUTENTIFICATION GED  
(93A366B-6424-4974-8C21-442A812A6E4)

## **4 fiche alerte fond.pdf**

**Document du SMQE** Identification

Nature du document :

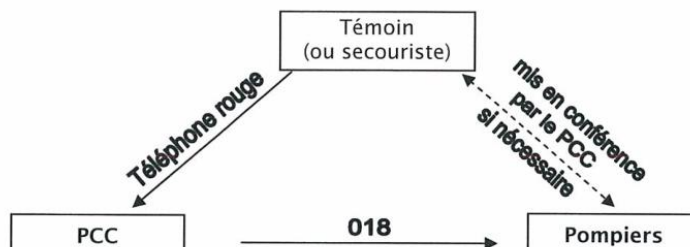
QUA.MO.AMQE.10.0132

Consigne affichable

Nom du FDR: SMQE

N°1

ANDRA.035.C - page 1/1

**Message d'alerte****POUR LES POMPIERS :**

DIRE

- 1 - ICI Chantier du **LABORATOIRE** de l'ANDRA
- 3 - Commune de **BURE 55 290**
- 4 - Désignation de la voirie : **RD 960**
- 5 - Lieu où seront attendus les SECOURS : **POSTE DE GARDE**

APPEL Pour :

**ACCIDENT / INCENDIE**

PRECISER

Nombre de blessés

NATURE

Intoxication, asphyxie  
 Ensevelissement  
 Incarcération (coincé par quoi ?)  
 Électrocution ou Électrisation  
 Noyade  
 Brûlure  
 Autres

ETAT DU (DES)  
BLESSE (S)

Est-il conscient ?  
 Parle-t-il ?  
 Respire-t-il ?  
 Saigne-t-il ?  
 S'étouffe-t-il ?  
 De quoi se plaint-il ?  
 Présente-t-il les signes d'un malaise ?

**NE PAS RACCROCHER LE PREMIER****PUIS PCC PREVIENT**

LE POSTE DE SECURITE (20 en interne ou 03 29 75 53 45)

L'INGENIEUR SECURITE carreau et fond pendant les heures ouvrables (8h - 16h en semaine - tél. : 6771 ou 5348) ou l'astreinte ANDRA en dehors de la plage horaire.

Ind.	Date	A : 05/21/11 Annule et remplace le document EXP.CS.OLBX.07.0122			
<b>Historique des derniers indices applicables</b>					
Ce document est la propriété de l'Andra et ne peut être reproduit ou communiqué sans son autorisation					
Ind.	Date	Nom/visa rédacteur	Nom/visa vérificateur	Nom/Visa valideur	Nom/visa approuvateur
A	05/21/11	J. LEROY F. CEOLA	A. ROLLAND pli Richard	JP. MOURONVAL	JP. BAILLET

www.andra.fr

AGENCE NATIONALE POUR LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

## **5 alerte surface.pdf**

## PROCEDURE D'ALERTE EN SURFACE.

CMHM

